

**Point de presse de la porte-parole -  
Libye/Déplacement de M.  
Jean-Yves Le Drian -  
Kazakhstan/Déplacement de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne -  
Colombie/Cessez-le-feu entre le  
gouvernement colombien et la  
guérilla de l'ELN - États-Unis/Corée  
du Sud - Russie/France -  
Environnement - Mali - Situation  
dans le Golfe**  
(Paris, 05 septembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - Libye - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (4 septembre 2017)**

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu à Tripoli, Misrata, Benghazi et Tobrouk le 4 septembre dans le prolongement de la déclaration de La Celle-Saint-Cloud du 25 juillet afin d'encourager le dialogue et soutenir la médiation du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Ghassan Salamé.

Il s'est entretenu en ce sens avec le Premier ministre Fayez Sarraj, le président du Haut Conseil d'État, M. Abdelrahman Suweihli, le président de la chambre des représentants de Tobrouk, M. Aguilah Saleh, le général Khalifa Haftar, commandant de l'armée nationale libyenne ainsi que le maire de Misrata et des représentants civils et militaires dont ceux de l'opération Bunyan al-Marsous ayant conduit à la libération de Syrte.

Il a abordé la situation des migrants en Libye avec des représentants de l'Organisation internationale pour les migrations et du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés ainsi qu'avec le ministre de l'intérieur du gouvernement d'entente nationale. Il a rencontré à Tunis M. Ghassan Salamé, la veille de son déplacement en Libye, afin de faire le point sur la médiation des Nations unies et les discussions du représentant spécial avec les différentes parties libyennes. Il s'est également entretenu avec le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Khemaies Jhinaoui, dont le pays est en première ligne face à la crise libyenne.

L'ensemble des interlocuteurs de M. Le Drian, dont les présidents des deux chambres, ont salué les résultats de la rencontre de La Celle-Saint-Cloud. MM. Sarraj et Haftar ont confirmé leur engagement à respecter les points agréés dans la déclaration du 25 juillet. La rencontre du

25 juillet dernier avait permis d'aboutir à une déclaration conjointe sur plusieurs points essentiels : la relance du processus de réconciliation nationale associant tous les Libyens et l'affirmation que la solution ne peut être que politique; un cessez-le-feu et le renoncement au recours à la force armée pour ce qui ne ressort pas strictement de la lutte antiterroriste; rendre opérationnel l'accord interlibyen de Skhirat en procédant aux amendements nécessaires ; l'unification des forces armées sous l'autorité civile et la tenue d'élections.

Lors de son déplacement, M. Le Drian a rappelé que le renforcement des capacités de l'État libyen et la réconciliation nationale sont des priorités pour lutter efficacement contre les groupes terroristes, démanteler les réseaux de trafiquants et améliorer la condition des migrants, dans le respect des droits de l'Homme. En appui à ces priorités, il a assuré ses interlocuteurs que la France poursuivrait sa coopération sécuritaire, humanitaire et dans le domaine de la stabilisation.

M. Le Drian a annoncé aux autorités libyennes une nouvelle contribution à hauteur d'un million de dollars au fonds de stabilisation pour la Libye ainsi que des projets humanitaires et de stabilisation dans les domaines du déminage et de la rééducation des blessés de guerre.

La France appelle toutes les parties libyennes à rester pleinement engagées dans le dialogue politique en vue d'apporter les amendements nécessaires à l'accord de Skhirat avant l'échéance du 17 décembre 2017 fixée par l'accord. La France apporte tout son soutien aux efforts de M. Salamé, qui s'est rendu auprès d'un grand nombre de parties libyennes à travers le pays, afin de poursuivre la relance du processus politique.

Q - Est-ce que la visite du ministre a réussi à consolider l'accord de La Celle-Saint-Cloud en ralliant les parties qui n'étaient pas invitées en juillet ?

R - Je vous renvoie à la déclaration de ce jour.

## 2 - Kazakhstan - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (6-7 septembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État aux affaires étrangères, se rend au Kazakhstan les 6 et 7 septembre. Après la visite en France du ministre des affaires étrangères kazakhstanaï, M. Kaïrat Abrahmanov, le 29 mars 2017 pour célébrer les 25 ans de nos relations diplomatiques, ce déplacement aura pour objectif de consolider les coopérations entre nos deux pays.

M. Jean-Baptiste Lemoyne coprésidera avec son homologue Zhenis Kassymbek, ministre des investissements et du développement, la 13ème commission économique mixte franco-kazakhstanaïse afin d'y promouvoir les échanges économiques et commerciaux, en présence d'une quinzaine d'entreprises françaises, PME et grands groupes. Plateforme de dialogue politique et économique, elle permet de dresser un bilan des activités de coopération, de faire remonter des difficultés ou questions sectorielles et transversales rencontrées par les entreprises et, enfin, d'identifier de nouvelles orientations en vue de diversifier nos échanges. La dernière commission mixte s'est tenue à Paris en septembre 2015.

Le secrétaire d'État rencontrera le ministre des affaires étrangères, M. Kaïrat Abrakhmanov, et le ministre de l'énergie, M. Kanat Bozoumbaïev. Ils évoqueront notre partenariat économique dans les domaines de l'énergie, de l'environnement ou encore de la ville durable. Ils évoqueront également notre coopération à l'ONU et les défis communs en matière de sécurité, au premier rang desquels la lutte contre le terrorisme et la sécurité des approvisionnements énergétiques.

M. Jean-Baptiste Lemoyne visitera enfin l'exposition internationale Astana 2017 sur l'énergie du futur, où le pavillon de la France s'est vu décerner le prix du meilleur pavillon par le magazine Exhibitor, spécialisé dans les bonnes pratiques en matière d'exposition. D'une surface de plus de 1000m<sup>2</sup>, il a accueilli environ 600.000 visiteurs depuis le mois de juin. Le secrétaire d'État soutiendra également la candidature française à l'exposition universelle de 2025, en inaugurant l'événement de présentation qui lui est dédié.

Le Kazakhstan demeure le premier partenaire de la France en Asie centrale depuis la signature d'un partenariat stratégique en 2008 et la création en 2010 d'une commission présidentielle franco-kazakhstanaise. Les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays s'élèvent à 2,9 milliards d'euros en 2016. La France est le troisième investisseur au Kazakhstan, où ses entreprises détiennent un stock de 10,7 milliards d'euros. Nous entretenons également avec ce pays, qui exercera la présidence du conseil de sécurité des Nations unies en janvier 2018, un dialogue politique étroit sur l'actualité internationale et les principales crises régionales.

### 3 - Colombie - Cessez-le-feu entre le gouvernement colombien et la guérilla de l'ELN

Le gouvernement colombien et la guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale), en pourparlers de paix depuis février, ont convenu d'un cessez-le-feu bilatéral qui doit entrer en vigueur le 1er octobre.

La France salue cette annonce. C'est une étape importante sur la voie d'un accord de paix global et définitif en Colombie. Nous espérons que les pourparlers en cours à Quito déboucheront rapidement sur la signature d'un accord de paix, à l'instar de celui conclu en novembre 2016 avec les FARC.

La France poursuivra son engagement aux côtés du peuple colombien, tant au niveau bilatéral, à travers notamment l'Agence française de développement, que dans le cadre de l'Union européenne et des Nations unies.

### 4 - États-Unis - Corée du Sud

Q - Comment pouvez-vous commenter la déclaration du président américain Donald Trump, qui affirme être prêt à approuver des ventes «pour des milliards de dollars» en équipements militaires et armements à la Corée du Sud ?

R - Nous n'avons pas de commentaire.

## 5 - Russie - France

Q - Est-ce que vous pouvez dévoiler le programme du déplacement du ministre M. Jean-Yves Le Drian à Moscou? Quels sujets va-t-il aborder là-bas?

R - Le programme de la visite du ministre à Moscou, prévue le 8 septembre, sera annoncé ultérieurement.

## 6 - Environnement

Q - Quel est l'objectif du pacte mondial pour l'environnement ?

R - Le 24 juin 2017, lors de la conférence «Vers un pacte mondial pour l'environnement : agir pour la planète, agir par le droit» à la Sorbonne, le président de la République s'est engagé à porter à l'ONU, aux côtés de tous les États intéressés, un projet de pacte mondial pour l'environnement. Le Quai d'Orsay est mobilisé pour faire aboutir cette initiative.

L'idée d'un pacte mondial pour l'environnement part du constat reconnu du caractère fragmenté du droit international de l'environnement. Face à la montée des menaces qui pèsent sur notre environnement à l'échelle planétaire, et dans la dynamique de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030 sur le développement, il apparaît aujourd'hui nécessaire de réunir dans un texte unique les différents éléments qui composent le droit international de l'environnement et de les compléter à l'aune des nouveaux enjeux. Cette initiative est à la fois complémentaire et distincte de l'Accord de Paris puisqu'elle porte sur l'ensemble des problématiques environnementales et pas seulement sur le climat. Elle se veut ouverte et inclusive.

L'objectif, pour la France, est de rassembler et d'élargir les principes fondamentaux du droit de l'environnement. Il a vocation à être un traité à caractère juridiquement contraignant et de portée générale, énonçant l'ensemble des droits fondamentaux qu'il convient de protéger en matière environnementale et les grands principes constitutifs du droit de l'environnement qui doivent guider l'action des États parties. Il se fonde sur les accords et déclarations déjà existants ou consacrés par la jurisprudence internationale.

La France organisera le 19 septembre à New York un Sommet pour un pacte mondial pour l'environnement, à l'occasion de la semaine ministérielle de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

## 7 - Mali

Q - Qu'espérez-vous du régime de sanctions qui devraient être adoptées pour le Mali à l'ONU aujourd'hui ?

R - Nous reviendrons vers vous dès que cette résolution sera adoptée.

8 - Situation dans le Golfe

Q - Pouvez-vous confirmer que l'ancien ambassadeur Bertrand Besancenot sera nommé émissaire dans le conflit qui oppose le Qatar et l'Arabie Saoudite?

R - Je vous confirme que Bertrand Besancenot, conseiller diplomatique du gouvernement, se rendra prochainement dans la région pour y évaluer la situation et les meilleurs moyens d'appuyer la médiation et apaiser les tensions entre le Qatar et ses voisins./.